



COMMUNIQUE

CONFERENCE SOCIALE ET ENJEUX EUROPEENS.

LES SALARIES DES TRANSPORTS A L' OFFENSIVE

La Conférence sociale qui va se tenir les 20 et 21 juin 2013 va aborder dans une des tables rondes la question Européenne et le social en Europe.

Les salariés des transports et de leurs infrastructures, dans la diversité de leurs activités et de leurs statuts (privé-public) mesurent bien l'enjeu de ce thème dans cette conférence, les transports étant depuis de nombreuses années au cœur des différentes directives et traités Européens, entraînant une concurrence effrénée entre les modes et à l'intérieur des modes, un dumping social sans nom opposant les salariés entre eux, conduisant à une régression des conditions sociales des salariés liés aux transports tant en France qu'en Europe et remettant en cause de façon extrêmement inquiétante la sécurité tant des usagers que des personnels.

C'est pourquoi, la CGT veut aborder cette conférence de façon offensive en portant d'autres alternatives à ces choix politiques de déclin social et se placer en situation de conquêtes sur les revendications des salariés.

Les nombreuses et fortes mobilisations ces derniers jours dans les différents secteurs des transports – comme dans l'aéroportuaire et la sous traitance, avec les contrôleurs aériens, dans les transports routiers et urbains, à la RATP ou encore à la SNCF avec la puissante grève du 13 juin 2013 – portent toutes sur des questions et choix de sociétés où se mêlent salaires et emploi, service public et aménagement du territoire en lien avec les choix politiques Européens comme le « ciel unique2+ » ou le « 4^{ème} paquet ferroviaire », ou encore le « cabotage routier et maritime », cheval de TROIE de la Directive BOLKESTEIN.

Autant de sujets et de contestations sur une politique qui a conduit à la déréglementation complète des transports, avec une généralisation de la politique « bas-coût » (lowcost) au détriment des services publics et de l'intérêt général.

Des luttes utiles et déterminées qui bousculent l'ordre établi, amenant les directions et le gouvernement à revoir leurs copies sur plusieurs dossiers.

Les questions de salaire, de l'emploi qualifié, de la maîtrise publique des infrastructures, des politiques publiques de la transition énergétique et écologique, du service public replaçant l'humain au centre et non plus la finance, doivent être au cœur de ce thème sur l'Europe.

Il faut en finir avec cette politique ultralibérale, cette construction Européenne antisociale qui détruit l'emploi et bafoue la démocratie des peuples. La CGT avec d'autres forces au niveau européen s'inscrit dans les luttes convergentes avec la Confédération Européenne des Syndicats pour s'opposer aux orientations budgétaires du traité européen (TSCG) qui impose des choix budgétaires d'austérité aux peuples et les contraint de s'y tenir sous peine de sanctions.

Loin de garantir un pacte de croissance, il est porteur d'une logique récessive qui aggravera mécaniquement les déséquilibres actuels de l'Europe, le chômage et la précarité ; c'est un recul social et de la démocratie.

Prenant appui sur ces mobilisations, la CGT appelle les salariés des transports et de leurs infrastructures à participer aux initiatives revendicatives du 19 juin 2013 et à poursuivre et amplifier la construction revendicative sur ces enjeux sur les lieux de travail, avec les salariés, dans une démarche unitaire et de rassemblement.